ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 6 novembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 5 juin 1928 relative au Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime", a donné le 7 décembre 1970 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1970 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 5 juni 1928, betreffende het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij", heeft de 7e december 1970 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

L'intitulé de la loi en projet doit reproduire exactement l'intitulé de la loi du 5 juin 1928 et être, en conséquence, rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime".

Article 1er.

Dans le liminaire, la mention de la loi du 19 avril 1934 doit être omise, cette loi n'ayant pas modifié l'article 3, et l'intitulé de la loi du 5 juin 1928 doit être reproduit exactement.

La rédaction suivante est proposée :

"L'article 3, alinéa 6, de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Dans la disposition nouvelle, la mention de l'article 46, § 2, est inexacte. Cette disposition, en effet, ne prévoit aucune peine. Il y a lieu de mentionner, à la place de l'article 46, § 2, l'article 46, § 3.

.../...

Article 2.

L'article 2 remplace par trois articles nouveaux les articles 44, 45 et 46 de la loi du 5 juin 1928.

Il conviendrait que chaque article nouveau fasse l'objet d'un article distinct dans la loi en projet.

Par ailleurs, la loi du 19 avril 1934, qui a modifié les articles 44, 45 et 46 précités, doit être mentionnée.

L'article 2 devrait, en conséquence, être rédigé de la manière suivante :

"Article 2.-

L'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 1934, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

L'article 44, § 1er, nouveau, punit "quiconque est trouvé sans le consentement préalable du capitaine ou de son remplaçant ou de l'autorité responsable du navire, à bord d'un navire belge ou, dans les eaux maritimes belges, à bord d'un navire étranger, pour autant que, dans ce dernier cas, l'embarquement ou le débarquement ait eu lieu dans les eaux territoriales".

Les mots "autorité responsable du navire" doivent être remplacés, conformément d'ailleurs au texte néerlandais, par les mots "personne responsable du navire".

.../...

Les expressions "dans les eaux maritimes belges" et "dans les eaux territoriales" correspondent en néerlandais respectivement à "in de Belgische wateren" et "in die wateren".

Le défaut de concordance entre les versions française et néerlandaise est évident.

Par ailleurs, les notions d'eaux maritimes belges et d'eaux territoriales manquent de précision. Ces notions, en effet, sont utilisées, en droit positif, dans des sens différents (voir les conclusions de M. GANSHOF van der MEERSCH précédant l'arrêt de la Cour de cassation du 23 novembre 1962, Pas. 1963, p. 374).

Selon les explications du fonctionnaire délégué, pour l'application de l'article 44, § 1er, en projet, il faut entendre par eaux maritimes belges et par eaux territoriales, la mer territoriale, les ports du littoral, l'Escaut maritime inférieur, le canal Gand-Terneuzen, le port de Gand et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges, telles que les limites en sont fixées par le Roi. Cette définition est celle qui est donnée pour les eaux maritimes belges dans le projet de loi sur la sécurité des navires, qui a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

Afin d'éviter toute difficulté d'application, il est proposé de rédiger comme suit le paragraphe 1er de l'article 44 en projet :

"§ 1er. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque se trouve sans le consentement préalable du capitaine ou de son remplaçant ou de la personne responsable du navire, à bord d'un navire

.../...

belge ou, dans les eaux maritimes belges, à bord d'un navire étranger pour autant que, dans ce dernier cas, l'embarquement ou le débarquement ait eu lieu dans ces eaux.

Par eaux maritimes belges, on entend la mer territoriale, les ports du littoral, l'Escaut maritime inférieur, le canal Gand-Terneuzen, le port de Gand et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges, telles que les limites en sont fixées par le Roi".

A cet égard, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur l'article 56 de la loi du 5 juin 1928, qui dispose :

"Le capitaine d'un navire étranger qui, dans les eaux du Royaume, se rendra coupable des infractions visées aux articles 52 et 55 ci-dessus, sera passible des peines y prévues".

Les infractions visées aux articles 52 et 55 sont des infractions aux lois et règlements de police maritime ou aux lois et règlements relatifs à la sécurité de la navigation. Il apparaît, dès lors, que les mots "les eaux du Royaume" doivent recevoir la même signification que les eaux maritimes belges définies à l'article 44, § 1er.

Il serait souhaitable de remplacer, dans l'article 56, les mots "dans les eaux du Royaume" par "dans les eaux maritimes belges définies dans l'article 44, § 1er".

*

* *

.../...

L'article 45 nouveau concerne les obligations du capitaine qui constate la présence, à son bord, d'un passager clandestin.

Selon l'exposé des motifs, "les dispositions des articles 45 et 46 s'appliquent aux navires belges où qu'ils se trouvent, ainsi qu'aux navires étrangers présents dans les eaux territoriales belges".

Le texte de l'article 45 nouveau ne précise pas qu'il est applicable aux navires étrangers se trouvant dans les eaux territoriales belges. Les obligations qu'il édicte ne semblent pas, dès lors, s'imposer au capitaine d'un navire étranger. Il conviendrait, en conséquence, si le Gouvernement entendait maintenir l'intention annoncée dans l'exposé des motifs, que le projet soit modifié en ce sens.

A cet égard, la rédaction du projet pourrait s'inspirer de la rédaction des articles 45 et 46 actuels de la loi du 5 juin 1928 qui distinguent clairement les obligations du capitaine d'un navire belge et celles du capitaine d'un navire étranger.

Par ailleurs, l'article 45 nouveau gagnerait en clarté s'il était scindé en quatre articles distincts correspondant aux quatre paragraphes. Les subdivisions des §§ 2 et 3 formeraient ainsi des paragraphes des articles nouveaux qui s'insèreraient dans la loi du 5 juin 1928 sous les numéros 45, 45bis, 45ter et 45quater.

.../...

Au § 1er, alinéa 1er, de l'article 45 nouveau, les mots "le consul ou le fonctionnaire consulaire belge auquel ressortit le port en question" devraient être remplacés par "le consul ou le fonctionnaire compétent du poste consulaire belge dans le ressort duquel se trouve ce port".

Au § 2, 1 et 2, alinéas 1er, les mots "visée au § 1er" sont inutiles et doivent être omis.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Quand le commissaire maritime décide de rapatrier ou de renvoyer cette personne, il peut obliger le capitaine à la rembarquer".

Au 2, le projet fait référence expresse à la Convention internationale sur les passagers clandestins. Cette disposition ne sera applicable qu'au moment où ladite Convention sera entrée en vigueur.

La fin de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme suit : " ... d'un Etat qui est partie à la Convention internationale sur les passagers clandestins signée à Bruxelles le 10 octobre 1957 et approuvée par la loi du ... ".

A l'alinéa 2, les mots "celle-ci" doivent être remplacés par "cette personne".

A l'alinéa 4, la rédaction suivante est proposée pour la deuxième phrase :

.../...

"En vue d'assurer la remise de cette personne aux autorités compétentes, il est fait appel à la collaboration du fonctionnaire consulaire belge si celui-ci est disponible".

Au § 3, la disposition sub 2 pourrait être rédigée de la manière suivante :

"Les frais d'entretien, de rapatriement ou de renvoi doivent être payés dans les quinze jours à compter du jour où le commissaire maritime ... ".

Article 46 nouveau.

Au § 2, il faut lire ... "licencié ou non ... ".

Article 3 du projet.

Dans le liminaire, les mots "les dispositions suivantes" doivent être remplacés par "la disposition suivante".

*

* *

Il est suggéré qu'à l'occasion des modifications que la loi en projet apporte à la loi du 5 juin 1928, certaines dispositions de cette loi soient mises à jour.

.../...

C'est ainsi qu'à l'article 51, la référence à la loi du 4 août 1890 devrait être remplacée par une référence à la loi du 20 juin 1964 sur le contrôle des denrées ou substances alimentaires et autres produits.

Par ailleurs, il serait souhaitable de supprimer dans la loi toute mention de la Colonie.

*

* *

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent.

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 5 JUIN 1928 PORTANT REVISION DU CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL POUR LA MARINE MARCHANDE ET LA PECHE MARITIME.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT .

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Communications est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

Article 1er.-

L'article 3, alinéa 6, de la loi du 5 juin 1928 portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation ... (comme au projet, sauf à remplacer "46 § 2" par "46, § 3")...".

Article 2.-

Dans l'article 4, dernier alinéa, de la même loi, la seconde phrase est supprimée.

Article 3.-

Dans l'article 30 de la même loi, les mots "un commissaire maritime de la métropole ou de la colonie" sont remplacés par "un commissaire maritime".

Article 4.-

L'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 1934, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 44. § 1er. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de cent francs à mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque se trouve sans le consentement préalable du capitaine ou de son remplaçant ou de la personne responsable du navire, à bord d'un navire belge ou, dans les eaux maritimes belges, à bord d'un navire étranger pour autant que, dans ce dernier cas, l'embarquement ou le débarquement ait eu lieu dans ces eaux.

.../...

Par eaux maritimes belges, on entend la mer territoriale, les ports du littoral, l'Escaut maritime inférieur, le canal Gand-Terneuzen, le port de Gand et les canaux Zeebrugge-Bruges et Ostende-Bruges, telles que les limites en sont fixées par le Roi .

§ 2. ... (comme au projet) ... ;

§ 3. ... (comme au projet) ...

§ 4. ... (comme au projet) ... ".

Article 5.-

L'article 45 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 1934, est remplacé par la disposition suivante: ... (voir l'observation relative à l'article 45)...

Article ...

L'article 46 de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 1934, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 46. § 1er. ... (comme au projet) ...
§ 2. ... (comme au projet) ...
§ 3. ... (comme au projet) ... ".

Article ...

Dans l'article 48 de la même loi, les mots "dans la colonie sans en aviser le commissaire maritime ou" sont supprimés.

.../...

Article ...

Dans l'article 51 de la même loi, les mots "par l'article 7 de la loi du 4 août 1890" sont remplacés par les mots "par l'article 11 de la loi du 20 juin 1964 sur le contrôle des denrées ou substances alimentaires et autres produits".

Article ...

Dans l'article 56 de la même loi, les mots "dans les eaux du Royaume" sont remplacés par "dans les eaux maritimes belges définies à l'article 44, § 1er".

Article ...

Dans l'article 71, 2°, de la même loi, les mots "aux commissaires maritimes des ports du Congo et" sont supprimés.

Article ...

Dans l'article 72 de la même loi, le 2° est remplacé par la disposition suivante :

"2° quand le navire est dans un port étranger, le droit de discipline appartient au consul à qui la plainte doit être adressée par le capitaine".

Au 3°, les mots "ou, éventuellement, au commissaire maritime colonial" sont supprimés.

Au dernier alinéa, les mots "et sur lesquelles les commissaires maritimes des ports de la colonie ou les consuls" sont remplacés par "sur lesquelles les consuls".

.../...

Article ...

L'article 73, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante : "Pourra de même... (comme à l'article 3 du projet) ... ".

Article ...

Dans l'article 74 de la même loi, l'alinéa 4 est supprimé.

Article ...

Dans l'article 75, alinéa 1er, de la même loi, les mots "ou aux tribunaux de la colonie" sont supprimés.

Article ...

L'article 78 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 78. Au premier port étranger où le capitaine abordera, il remettra les procès-verbaux qu'il aura dressés au consul qui en informera immédiatement le procureur du Roi du ressort.

Le consul complétera au besoin l'instruction et fera, s'il le juge nécessaire, débarquer le prévenu pour l'envoyer, avec les pièces du procès, dans un port du Royaume".

Article ...

Dans l'article 80 de la même loi, les mots "dans un port de la colonie ou" et "du commissaire maritime colonial ou" sont supprimés.

.../...

Article ...

Dans l'article 81, alinéa 1er, de la même loi, les mots "du royaume et de la colonie" sont supprimés.

L'alinéa 3 est supprimé.

A l'alinéa 4, les mots "par le commissaire maritime de la colonie ou" sont supprimés.

Article ...

Dans l'article 82 de la même loi, les mots "et de la colonie" sont supprimés.

Dans la dernière phrase de cet article, les mots "Les commissaires maritimes de la colonie et" sont supprimés.

...

...

Opschrift.

In het opschrift van de ontwerp-wet moet het opschrift van de wet van 5 juni 1928 juist worden overgenomen. Men leze het als volgt :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij".

Artikel 1.

In de inleidende volzin hoeft de wet van 19 april 1934 niet te worden vermeld want zij heeft geen wijziging aangebracht in artikel 3. Ook hier moet de wet van 5 juni 1928 met haar juiste opschrift worden aangehaald.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 3, zesde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij wordt door de volgende bepaling vervangen :

...".

In de nieuwe bepaling wordt verkeerdelijk verwezen naar artikel 46, § 2, waar geen straffen gesteld worden. De juiste verwijzing is : artikel 46, § 3.

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 vervangt de artikelen 44, 45 en 46 van de wet van 5 juni 1928 door drie nieuwe artikelen.

Aan elk nieuw artikel zou in de ontwerp-wet een afzonderlijk artikel moeten worden gewijd.

Ook moet melding worden gemaakt van de wet van 19 april 1934, die de genoemde artikelen 44, 45 en 46 gewijzigd heeft.

Artikel 2 zou dan als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen: ...

Het nieuwe artikel 44, § 1, straft "diegene die zonder de voorafgaande toestemming van de kapitein of zijn plaatsvervanger of van de persoon die de verantwoordelijkheid voor het schip draagt, zich aan boord van een Belgisch schip heeft bevonden of, in de Belgische wateren, aan boord van een vreemd schip in zoverre dat, in dit laatste geval, de inscheping of ontscheping in die wateren plaats heeft gehad".

In de Franse tekst moeten de woorden "autorité responsable du navire" overeenkomstig de Nederlandse tekst worden vervangen door "personne responsable du navire".

De woorden "dans les eaux maritimes belges" en "dans les eaux territoriales" staan onderscheidenlijk voor "in de Belgische wateren" en "in die wateren".

.../...

Hier is kennelijk geen overeenkomst tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

De begrippen "eaux maritimes belges" en "eaux territoriales" zijn overigens te vaag. Ze worden in het positief recht immers in verschillende betekenissen gebruikt (zie de conclusies van GANSHOF van der MEERSCH vóór het arrest van het Hof van Cassatie van 23 november 1962, Pas. 1963, blz. 374).

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet voor de toepassing van het ontwerp-artikel 44, § 1, onder "Belgische zeewateren" en onder "territoriale wateren" worden verstaan : de territoriale zee, de havens van de kust, de Beneden-Zeeschelde, het kanaal Gent-Terneuzen, de haven van Gent en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge, zoals de grenzen ervan door de Koning zijn bepaald. Zo luidt de definitie die aan de term "Belgische zeewateren" gegeven is in het ontwerp van wet op de veiligheid der schepen, dat voor advies aan de Raad van State is voorgelegd.

Om moeilijkheden bij de toepassing te voorkomen, wordt voorgesteld paragraaf 1 van het ontwerp-artikel 44 als volgt te redigeren :

"§ 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die zich, zonder voorafgaande toestemming van de kapitein, diens plaatsvervanger of de persoon die de verantwoordelijkheid voor het schip draagt, bevindt aan boord van een Belgisch schip of, in de Belgische zeewateren, aan boord van een vreemd schip voor zover, in dit laatste geval, de inscheping of ontscheping in die wateren heeft plaatsgehad.

.../...

Onder Belgische zeewateren worden verstaan de territoriale zee, de havens van de kust, de Beneden-Zeeschelde, het kanaal Gent-Terneuzen, de haven van Gent en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge, zoals de grenzen ervan door de Koning zijn bepaald".

In dit verband moge de Raad van State de aandacht van de Regering vestigen op artikel 56 van de wet van 5 juni 1928, hetwelk bepaalt :

"De kapitein van een vreemd schip, die zich in de wateren van het Rijk schuldig maakt aan de bij de artikelen 52 en 55 bedoelde misdrijven, wordt gestraft met de aldaar voorziene straffen".

Die artikelen 52 en 55 hebben betrekking op overtreding van wetten en verordeningen betreffende de zeepolitie of betreffende de veiligheid van de scheepvaart. Aan de woorden "de wateren van het Rijk" moet dus blijkbaar dezelfde betekenis worden gegeven als aan "Belgische zeewateren" zoals die omschreven zijn in artikel 44, § 1.

Het ware wenselijk dat in artikel 56 de woorden "in de wateren van het Rijk" werden vervangen door de woorden "in de Belgische zeewateren zoals die omschreven zijn in artikel 44, § 1".

*
* *

Het nieuwe artikel 45 handelt over de verplichtingen van de kapitein die vaststelt dat zich aan boord van zijn schip een verstekeling bevindt.

.../...

De memorie van toelichting zegt dat de "bepalingen van artikel 45 en 46 voor Belgische zeeschepen gelden om het even waar ze zich bevinden alsook voor vreemde schepen die zich in de Belgische wateren bevinden".

In de tekst van het nieuwe artikel 45 staat niet dat dit ook geldt voor vreemde schepen die zich in de Belgische territoriale wateren bevinden. De verplichtingen welke het artikel oplegt, gelden dus blijkbaar niet voor kapiteins van vreemde schepen. Mocht de Regering het toch zo bedoelen als zij in de memorie van toelichting te kennen geeft, dan behoort het ontwerp in die zin te worden gewijzigd.

Op dat punt kan voor de redactie worden uitgegaan van de huidige tekst van de artikelen 45 en 46 van de wet van 5 juni 1928, die een duidelijk onderscheid maakt tussen de verplichtingen van kapiteins van Belgische en van vreemde schepen.

Het nieuwe artikel 45 zou aan duidelijkheid winnen indien van de vier paragrafen vier artikelen werden gemaakt. De onderverdelingen van de paragrafen 2 en 3 worden dan op hun beurt paragrafen. De nieuwe artikelen kunnen in de wet van 5 juni 1928 worden opgenomen als artikelen 45, 45bis, 45ter en 45quater.

In § 1, eerste lid, van het nieuwe artikel 45 dienen de woorden "de Belgische consulaire ambtenaar tot wiens ressort de haven behoort" te worden vervangen door : "de consul of de bevoegde ambtenaar van de Belgische consulaire post in het ressort waarvan die haven gelegen is".

.../...

In § 2, 1 en 2, moeten, telkens in het eerste lid, de woorden "in § 1 bedoelde" als overbodig vervallen.

Het tweede lid van § 2, 1, kan als volgt worden gelezen :

"Wanneer de waterschout beslist die persoon te repatriëren of terug te zenden, kan hij de kapitein verplichten hem opnieuw in te schepen".

De tekst van § 2, 2, verwijst uitdrukkelijk naar het Internationaal Verdrag op de verstekelingen. Die bepaling zal slechts toepassing vinden als dat Verdrag eenmaal in werking is getreden.

Het slot van het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd : "... van een Staat die partij is bij het Internationaal Verdrag op de verstekelingen, ondertekend te Brussel op 10 oktober 1957 en goedgekeurd bij de wet van ...".

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men de woorden "celle-ci" door "cette personne".

Voorgesteld wordt, de tweede volzin van het vierde lid als volgt te lezen :

"Voor de overgifte van die persoon aan de bevoegde overheden wordt een beroep gedaan op de medewerking van de Belgische consulaire ambtenaar, als deze beschikbaar is".

.../...

In § 3 kan de bepaling onder 2 als volgt worden geredigeerd :

"De kosten van onderhoud, repatriëring of terugzending moeten betaald worden binnen vijftien dagen te rekenen van de dag dat de waterschout ...".

Nieuw artikel 46.

In de Franse tekst van § 2 moet worden gelezen : "... licencié ou non ...".

Artikel 3 van het ontwerp.

In de Franse tekst van de inleidende volzin moeten de woorden "les dispositions suivantes" worden vervangen door "la disposition suivante".

*
* *

Nu de ontwerp-wet de wet van 5 juni 1928 toch al in menig opzicht wijzigt, ware het geraden ook een aantal andere bepalingen van die wet bij te werken.

Zo zou in artikel 51 de verwijzing naar de wet van 4 augustus 1890 moeten worden vervangen door een verwijzing naar de wet van 20 juni 1964 betreffende het toezicht op voedingswaren of -stoffen en andere produkten.

Ook ware het wenselijk in de wet alles te schrappen wat op de kolonie betrekking heeft.

*
* *

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 5 JUNI 1928 HOUDENDE HERZIENING VAN HET TUCHT- EN STRAFWETBOEK VOOR DE KOOPVAARDIJ EN DE ZEEVISSERIJ.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Verkeerswezen is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Artikel 3, zesde lid, van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In afwijking van het bepaalde in ... (zoals in het ontwerp, maar de vermelding "46, § 2" vervange men door "46, § 3" en "voorziene misdrijven" door "bedoelde misdrijven").

.../...

Artikel 2.-

In artikel 4, laatste lid, van dezelfde wet wordt de tweede volzin geschrapt.

Artikel 3.-

In artikel 30 van dezelfde wet worden de woorden "een waterschout van het moederland of van de kolonie" vervangen door "een waterschout".

Artikel 4.-

Artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 44.- § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van honderd frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die zich, zonder voorafgaande toestemming van de kapitein, diens plaatsvervanger of de persoon die de verantwoordelijkheid voor het schip draagt, bevindt aan boord van een Belgisch schip of, in de Belgische zeewateren, aan boord van een vreemd schip voor zover, in dit laatste geval, de inscheping of ontscheping in die wateren heeft plaatsgehad.

Onder Belgische zeewateren worden verstaan de territoriale zee, de havens van de kust, de Beneden-Zeeschelde, het kanaal Gent-Terneuzen, de haven van Gent en de kanalen Zeebrugge-Brugge en Oostende-Brugge, zoals de grenzen ervan door de Koning zijn bepaald.

§ 2. ... (zoals in het ontwerp) .
§ 3. ... (zoals in het ontwerp) .
§ 4. ... (zoals in het ontwerp) ".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 45 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (zie de opmerking betreffende artikel 45).

Artikel ...

Artikel 46 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 1934, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 46.- § 1. ... (zoals in het ontwerp) .
§ 2. ... (zoals in het ontwerp) .
§ 3. ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel ...

In artikel 48 van dezelfde wet worden de woorden "in de kolonie zonder de waterschout of" geschrapt.

Artikel ...

In artikel 51 van dezelfde wet worden de woorden "bij artikel 7 van de wet van 4 augustus 1890 voorzien" vervangen door de woorden "gesteld in artikel 11 van de wet van 20 juni 1964 betreffende het toezicht op voedingswaren of -stoffen en andere produkten".

Artikel ...

In artikel 56 van dezelfde wet worden de woorden "in de wateren van het Rijk" vervangen door "in de Belgische zeewateren zoals die omschreven zijn in artikel 44, § 1".

Artikel ...

In artikel 71, 2°, van dezelfde wet worden de woorden "aan de waterschouten van de havens van Congo en" geschrapt.

.../...

Artikel ...

In artikel 72 van dezelfde wet wordt het 2° door de volgende bepaling vervangen :

"2° wanneer het schip in een vreemde haven ligt, behoort het recht van tucht aan de consul bij wie de kapitein de klacht moet indienen".

Onder 3° worden de woorden "of, in voorkomend geval, aan de waterschout van de kolonie" geschrapt.

In het laatste lid worden de woorden "de waterschouten van de havens der kolonie of" geschrapt.

Artikel ...

Artikel 73, derde lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"In België kan eveneens worden vervolgd ... (zoals in het ontwerp) ... aan een misdrijf als bedoeld in de artikelen 23, 32, 33, 43, 44, 45 en 47, eerste lid, van deze wet".

Artikel ...

In artikel 74 van dezelfde wet wordt het vierde lid geschrapt.

Artikel ...

In artikel 75, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "of voor de rechtbanken van de kolonie" geschrapt.

.../...

Artikel ...

Artikel 78 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 78.- In de eerste buitenlandse haven welke de kapitein aandoet, overhandigt hij de door hem opgemaakte processen-verbaal aan de consul ; deze geeft daarvan onmiddellijk kennis aan de procureur des Konings van het gebied.

De consul zet desnoods het onderzoek voort en doet de beklaagde, zo hij het nodig oordeelt, ontschepen om hem met de processtukken naar een haven van het Rijk te zenden".

Artikel ...

In artikel 80 van dezelfde wet worden de woorden "in een haven van de kolonie of" en de woorden "bij de waterschout van de kolonie" geschrapt.

Artikel ...

In artikel 81, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "van het Rijk en de kolonie" geschrapt.

Het derde lid wordt geschrapt.

In het vierde lid worden de woorden "door de water-schout van de kolonie of" geschrapt.

Artikel ...

In artikel 82 van dezelfde wet worden de woorden "en van de kolonie" geschrapt.

In de laatste volzin van dat artikel worden de woorden "De waterschouten van de kolonie en" geschrapt.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,

Madame :
Mevrouw : G. CISELET, staatsraden,

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : section de législation,

F. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.